

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Bethune, le 05/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FAURECIA INDUSTRIE**

Parc d'Activité du Pommier  
62110 Hénin-Beaumont

Références : FW/SV équipe 4 - 1113-2024  
Code AIOT : 0007001731

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement FAURECIA INDUSTRIE implanté Parc d'Activité du Pommier 62110 Hénin-Beaumont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FAURECIA INDUSTRIE
- Parc d'Activité du Pommier 62110 Hénin-Beaumont
- Code AIOT : 0007001731
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société FAURECIA est un équipementier automobile, spécialisé dans la fabrication d'accessoires

automobiles en matière plastique. Le site d'HENIN-BEAUMONT produit des planches de bord complètes, des consoles centrales et des panneaux de porte, par fabrication puis assemblage des peaux et des différents accessoires plastiques. Les peaux constituent la partie visible de la planche de bord et du panneau de porte dans la voiture.

Les équipements comptent 22 machines d'injection, du matériel de rotomoulage pour les peaux, et des installations de moussage.

L'exploitation qui fonctionne sous couvert de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter en date du 19 janvier 2010 relève de l'Autorisation pour les rubriques suivantes:

- 1158: Emploi ou stockage de diisocyanate de diphénylméthane
- 2565: Revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique
- 2660: Fabrication industrielle ou régénération de polymères
- 2661: Transformation de polymères
- 2662: Stockage de polymères
- 2663: Stockage de pneumatiques et produits dont au moins 50% de la masse totale unitaire est composée de polymères
- 2920: Installations de réfrigération ou compression
- 2940: Application de vernis, peinture, apprêt, colle enduit...

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	3 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 26/11/2024 sur le site FAURECIA INDUSTRIES à Hénin-Beaumont a été menée de manière inopinée dans le cadre du décret du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (G.P.I) dans l'environnement.

Lors de cette visite, l'inspection a constaté l'absence d'un dispositif de confinement et de récupération prévenant la dissémination des granulés plastiques industriels dans l'environnement ainsi que des dispositifs en place mais dégradés et donc inefficaces pour empêcher la dissémination des G.P.I dans le réseau des eaux pluviales. Ceci constitue une non-conformité à l'article D.541-361 du Code de l'environnement et conduit l'Inspection à proposer à M. le Préfet du Pas-de-Calais une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article D.541-361 sus cité.

De plus, une action corrective est attendue quant aux procédures demandées et à leur application relativement aux mesures à mettre en place contre la dissémination des G.P.I dans l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
<b>Constats :</b>  Le site FAURECIA à Hénin-Beaumont exploite des installations de fabrication de pièces plastiques pour le secteur de l'automobile, par injection à partir de granulés de matière plastique. La capacité autorisée du site est de 47 tonnes par jour. La quantité de G.P.I susceptible d'être présente sur le site est supérieure à 5 tonnes. Le site répond donc à la définition de "site de production, de manipulation et de transport" du 3° de l'article D.541-360 du Code de l'Environnement. L'exploitant est donc tenu de respecter les obligations incombant aux exploitants des sites de production, de manipulation et de transport de granulés plastiques industriels fixées par le décret n°2021-461 du 16 avril 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué l'utilisation de pelles, de balais et de balayettes (kit 5S) par le personnel œuvrant dans les zones de manipulation et d'utilisation de G.P.I. La présence des ces matériels a pu être constatée lors de l'inspection.</p> <p>Selon l'exploitant, une balayeuse électrique est également régulièrement passée sur le site.</p> <p>Lors de la visite des installations, la présence de dispositifs de confinement et de récupération des G.P.I, dans les zones identifiées comme "à risque", a été constatée sur les bouches d'égouts du réseau d'évacuation des eaux pluviales de voiries et de parking. Ces dispositifs sont constitués d'un géotextile avec un diamètre de filtration de 180 microns. Néanmoins, aucun dispositif n'était présent sur la bouche d'égout présente dans la zone de stockage en silo, laissant ainsi les G.P.I pénétrer dans le réseau des eaux pluviales. L'inspection a en effet constaté une accumulation de granulés plastiques au fond de l'avaloir.</p> <p>En outre dans la zone déchet, où sont stockés des G.P.I et des matières broyées, deux des dispositifs vus étaient percés donc inefficaces pour retenir les granulés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour répondre aux dispositions de l'article D. 541-361 du Code de l'Environnement l'exploitant devra ajouter le dispositif manquant sur la bouche d'égout de la zone de stockage des silos et remplacer les dispositifs qui sont détériorés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p>

a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;

b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

Les procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement ont été vues en séance. Ces procédures visent en particulier:

- l'identification des zones à risque où des granulés sont susceptibles d'être répandus,
- le ramassage des granulés en cas de dispersion accidentelle (fiche réflexe),
- la formation/sensibilisation du personnel au rejet des G.P.I dans l'environnement réalisée "en cascade" en passant par les superviseurs et par affichage.

L'inspection a néanmoins relevé que :

- les procédures n'incluent pas la vérification périodique des dispositifs de confinement et de rétention des GPI. Celle-ci est réalisée annuellement lors du curage des séparateurs d'hydrocarbures par VEOLIA (le justificatif du curage a été fourni à l'inspection),
- la sensibilisation au risque de dispersion des G.P.I peut être améliorée (manque d'affichage ...),
- concernant les emballages, ceux-ci ont été listés mais aucune routine de vérification de l'état de ceux-ci n'est en place.

Des contrôles internes des procédures sont réalisés dans les zones de travail. Le dernier audit a été réalisé le 05/03/24.

Selon l'exploitant, des audits axés sur la propreté sont réalisés mensuellement dans les zones de production et les zones logistiques.

Malgré les procédures en place, l'inspection a cependant pu constater la présence de granulés au sol dans les zones de stockage et sur les aires extérieures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra compléter ses procédures en y intégrant:

- une routine de vérification périodique du bon état des dispositifs de récupération et de rétention des GPI (fréquence à déterminer)
- Une vérification régulière de l'état des emballages utilisés pour le stockage et le transport des G.P.I,

En outre, de manière générale une amélioration de l'application des procédures et de la formation/sensibilisation du personnel au risque de dissémination des G.P.I dans l'environnement (par voie d'affichage notamment) est attendue.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

**Constats :**

Un audit des procédures établies par l'exploitant a été réalisé par un organisme certificateur (UTAC) le 15/03/2023. Le rapport d'audit a été présenté en séance ainsi que la synthèse des

résultats de l'audit. Toutefois, cette dernière n'a pas été mise à la disposition du public sur le site internet de l'exploitant.

A noter que certains points de l'audit réalisé apparaissent en "non-satisfaisant" et qu'aucun certificat de conformité n'a été émis suite à l'audit triennal.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conformément à la réglementation, l'exploitant publiera la synthèse de l'audit sur son site internet.

De plus, l'exploitant se rapprochera de l'organisme certificateur de manière à obtenir un certificat de conformité au décret 2021-461. Au besoin, un audit complémentaire pourra être réalisé pour lever les points non-satisfaisants.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois